



Conseil de sécurité

Distr. générale
8 novembre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 7 novembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 22 juillet 2002 (S/2002/822).

Le Comité contre le terrorisme a reçu de l'Éthiopie le rapport complémentaire ci-joint, présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

Lettre datée du 31 octobre 2002, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à notre communication datée du 30 janvier 2002 (S/2002/137, annexe) et à la demande d'éclaircissements et d'informations supplémentaires du Comité, je vous fais parvenir ci-joint un rapport complémentaire présenté par la République fédérale démocratique d'Éthiopie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et la pièce jointe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Abdulmejid **Hussein**

Pièce jointe

Rapport complémentaire de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

Introduction

Le 10 juin 2002, le Comité contre le terrorisme a demandé des éclaircissements et des informations supplémentaires en ce qui concerne le rapport présenté par le Gouvernement éthiopien en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

On trouvera ci-après les réponses aux questions du Comité.

Paragraphe 1

Alinéa a)

- **Veillez donner une description des dispositions pertinentes du « mémorandum légal » visé dans le rapport qui facilitent la prévention, la répression et le financement du terrorisme. Ce mémorandum a-t-il force de loi?**

Le Ministère de la justice du Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a établi un mémorandum légal sur l'application des divers instruments de l'ONU concernant le terrorisme dans l'ordre juridique national. Ce mémoire a été établi sous l'autorité du Ministre en sa qualité de conseiller juridique principal du Gouvernement fédéral en vertu de l'article 23 de la proclamation No 4/95. Ce mémoire oriente l'action de l'exécutif dans la lutte contre le terrorisme envisagée du point de vue juridique.

Une partie substantielle du mémorandum figure dans le rapport de la République fédérale démocratique d'Éthiopie présenté en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce mémorandum traite notamment des points suivants :

- a) La force juridique de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et ses conséquences juridiques;
- b) La contribution de la résolution 1373 (2001) aux efforts accomplis par le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour prévenir et combattre le terrorisme;
- c) La possibilité d'appliquer la résolution 1373 (2001) dans le cadre de la législation nationale :
 - i) Possibilité d'appliquer, dans le cadre de la législation nationale, les conventions internationales relatives au terrorisme qui n'ont pas été ratifiées par l'Éthiopie;
 - ii) Possibilité d'appliquer les autres parties de la résolution dans le cadre de la législation nationale;
 - iii) Questions soulevées par les résolutions et les conventions :

- a. Questions de compétence;
 - b. Questions relatives à l'extradition des auteurs d'infraction;
 - c. Questions relatives à l'entraide judiciaire.
- **Veillez expliquer si le mémorandum légal ou d'autres dispositions juridiques permettraient à l'Éthiopie de satisfaire aux obligations énoncées dans la Convention des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme que l'Éthiopie est en train de ratifier. Si tel n'est pas le cas, quelles mesures supplémentaires seront prises et dans quels délais?**

Le mémorandum légal établi par le Ministère de la justice pour faciliter l'application des conventions des Nations Unies relatives au terrorisme et le mémoire explicatif supplémentaire établi en réponse aux questions du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité indiquent que les lois nationales de la République fédérale démocratique d'Éthiopie doivent être renforcées pour satisfaire aux prescriptions de la Convention des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme. Le Conseil des ministres de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a approuvé et a soumis à la Chambre des représentants du peuple pour promulgation un projet de nouvel article du Code pénal dont le texte est le suivant :

« Article 252. Acte de terrorisme

1. Quiconque commet un acte de terrorisme susceptible de mettre en danger la vie, l'intégrité physique ou la liberté d'une ou de plusieurs personnes ou d'un groupe de personnes, ou de causer un préjudice grave ou la mort d'une ou de plusieurs personnes, ou qui cause ou risque de causer un préjudice à des biens publics ou privés, des ressources naturelles, l'environnement ou le patrimoine culturel et qui est conçu pour, ou vise à :

- a) Amener par l'intimidation, contraindre ou forcer un gouvernement, un organe, une institution, la population ou une partie de la population à faire ou à s'abstenir de faire quelque chose ou à adopter ou abandonner une position particulière, ou à agir selon certains principes; ou à
- b) Interrompre un service public, la fourniture d'un service essentiel à la population ou à créer une urgence publique; ou à
- c) Créer une insurrection généralisée dans un État

est passible d'une peine de réclusion de 10 à 25 ans ou, dans les cas graves, d'une peine de réclusion à perpétuité ou de la peine de mort.

2. Est puni conformément au paragraphe 1 du présent article quiconque commet l'un des actes suivants : *promotion, soutien, contribution*, ordre, assistance, incitation, encouragement, tentative, menace, conspiration, organisation, ou achat en relation avec la commission d'un des actes visés au paragraphe 1 du présent article. » (Les italiques sont de nous.)

- **L'Éthiopie pourrait-elle expliquer les mécanismes de coordination entre les organismes fédéraux et ceux des entités constituant la fédération d'une part, et entre les organismes des entités de l'autre, s'agissant d'appliquer toutes les lois visant à lutter contre le terrorisme?**

La police fédérale et les polices nationales des États travaillent de concert dans la lutte contre le terrorisme dans le cadre de plusieurs mécanismes de coordination. En particulier, les organes qui s'occupent de la paix et de la sécurité se réunissent régulièrement pour échanger des informations et mettre en commun des données d'expérience en ce qui concerne des actes de terrorisme effectivement commis ou risquant d'être commis dans le pays et dans les États voisins. De plus, la Commission fédérale de la police fournit régulièrement une formation et une assistance technique aux États de la Fédération pour les aider dans leurs enquêtes criminelles et dans l'exercice de l'action publique.

Alinéa d)

- **Veillez décrire les articles 32 et 36 du Code pénal qui incriminent la fourniture ou la collecte de fonds en vue de commettre des actes de terrorisme.**

Les articles 32 et 36 du Code pénal concernent la commission des infractions en qualité d'auteur principal, de coauteur et de complice et s'appliquent à toutes les infractions, y compris les actes de terrorisme. En application de ces articles, quiconque sollicite des fonds pour la commission d'actes criminels, y compris les actes de terrorisme, est réputé s'être délibérément associé avec l'auteur principal de l'infraction.

« Article 32. Acte principal : auteur et coauteur

1. Une personne est considérée comme ayant commis une infraction et est punie en tant que telle si :

- a) Elle a effectivement commis l'infraction directement ou indirectement, par exemple au moyen d'un animal ou de forces naturelles; ou
- b) Elle n'a pas commis l'infraction elle-même mais s'est pleinement associée à sa commission et au résultat projeté; ou

2. ...

3. Lorsque plusieurs personnes ont commis une infraction, elles sont passibles de la même peine conformément à la loi. »

« Article 36. Complicité

1. Un complice est une personne qui aide sciemment l'auteur principal d'une infraction avant ou pendant la commission de celle-ci en fournissant des renseignements, des conseils, des moyens ou une aide ou assistance matérielle quelle qu'elle soit aux fins de cette commission.

2. Le complice d'une infraction internationale est toujours passible d'une peine. »

- **Ces dispositions répriment-elles la fourniture et la collecte de fonds en vue de commettre des actes de terrorisme hors d'Éthiopie?**

Les articles 32 et 36 du Code pénal s'appliquent à toutes les infractions définies dans le Code pénal ou dans toute autre loi interne incriminant certains actes, aux violations du droit international, aux infractions constituant des crimes internationaux au regard de la loi nationale et aux violations des traités ratifiés par l'Éthiopie.

La disposition juridique la plus pertinente à cet égard est l'article 17 du Code, qui est ainsi libellé :

« Article 17. Infractions contre le droit international et l'ordre universel commises dans un pays étranger

1. Toute personne qui, dans un pays étranger, commet :

a) Une infraction contre le droit international ou une infraction internationale visée dans la législation éthiopienne, ou une infraction contre un traité international ou une convention à laquelle l'Éthiopie est partie; ou

b) Une infraction contre la santé ou la morale publiques visée aux articles 510, 567, 605, 606, 609 ou 610 du présent Code

sera jugée en Éthiopie en application des dispositions du présent Code et selon les conditions générales définies ci-après (art. 19 et art. 20, par. 2) si elle n'a pas fait l'objet de poursuite dans le pays étranger concerné. »

Quiconque fournit une aide sous quelque forme que ce soit pour la commission de ce crime est également passible d'une peine en application des articles 32 et 36 du Code pénal.

- **Veillez décrire les dispositions devant être insérées dans le Code pénal éthiopien pour réprimer la commission d'un « acte de terrorisme ».**

Voir la réponse à la deuxième question sous l'alinéa a), qui reproduit le texte intégral du nouvel article 252, paragraphes 1 et 2, du Code pénal.

Alinéa e)

- **Veillez faire savoir si les fonds et autres avoirs financiers détenus dans des établissements financiers éthiopiens par des personnes et des entités résidentes ou non résidentes peuvent être gelés si l'on soupçonne qu'ils sont utilisés à des fins de terrorisme en Éthiopie ou à l'étranger.**
- **Existe-t-il des dispositions législatives qui permettent de geler les autres ressources économiques, comme le demande cet alinéa?**

Les fonds soupçonnés de servir à des fins de terrorisme peuvent donner lieu à une enquête criminelle. Le Code pénal ne prévoit pas de bloquer des fonds soupçonnés d'être mis au service du terrorisme ou d'autres infractions, sauf lorsqu'ils sont le produit d'une infraction pénale ou ont été transférés de façon illégale. Cependant, comme il a été dit dans le rapport du Gouvernement éthiopien sur l'application de la résolution 1373 (2001), la Banque nationale d'Éthiopie continue de bloquer les comptes liés au financement d'activités terroristes.

- **Existe-t-il des dispositions législatives faisant interdiction aux personnes ou entités de mettre à disposition des fonds, etc., pour faciliter des actes de terrorisme?**

Aucun texte n'interdit spécifiquement à des personnes ou entités de mettre à disposition des fonds, etc., pour faciliter la commission d'actes de terrorisme. Ceci dit, les articles 32 et 36 du Code pénal incriminent toute action qui concourt à une information – telle que, par exemple, le fait de fournir des fonds ou des conseils –, en faisant de ceux qui fournissent ces fonds et conseils coauteurs ou complices de l'auteur principal de l'infraction.

- **La loi fait-elle obligation aux établissements financiers, aux intermédiaires financiers (comme par exemple les avocats) et aux autres personnes physiques ou morales de signaler aux autorités compétentes les opérations suspectes? Quelles sont les peines prévues en cas de manquement à cette obligation?**

La proclamation No 83/94 ne contient pas de disposition prévoyant expressément que les transactions suspectes doivent être signalées. Par contre, les articles 438, 439 et 267 du Code pénal font obligation aux personnes physiques et morales d'informer les autorités compétentes de la commission ou de la préparation d'une infraction grave. La Banque nationale d'Éthiopie a récemment ouvert une ligne spéciale de communication avec les établissements financiers, qui sont invités à s'en servir pour lui signaler les comptes et opérations bancaires suspects et demander qu'ils soient placés sous surveillance. Les dispositions pertinentes du Code pénal sont les suivantes :

« Article 438. Manquement à l'obligation d'informer les autorités

1. Encourt une peine d'amende d'un maximum de 500 dollars ou une peine d'emprisonnement d'un maximum de trois mois quiconque, sans motif légitime, omet d'informer les autorités compétentes :

a) Alors qu'il a connaissance qu'une infraction passible de la peine capitale ou de la réclusion criminelle à perpétuité a été commise ou connaît l'identité de son auteur; ou

b) Alors qu'il est tenu par la loi ou par le code déontologique de sa profession de signaler aux autorités compétentes, dans l'intérêt de la sécurité et de l'ordre public, certaines infractions ou certains faits graves. »

« Article 439. Recel et assistance

Quiconque soustrait sciemment à l'action judiciaire une personne qui tombe sous le coup d'une disposition du Code pénal, que ce soit en avertissant cette personne, en la dissimulant, en dissimulant ou en détruisant les traces ou les moyens de son infraction, en entravant l'enquête ou de toute autre façon, encourt une peine d'emprisonnement ou une amende. »

« Article 267. Concours indirect et encouragement

1. Quiconque, sachant qu'une infraction se prépare ou a été commise contre [l'Empereur, l'Impératrice ou le Prince héritier], contre l'ordre constitutionnel ou la défense nationale ou contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, omet d'en informer les autorités ou ne fait pas tout son possible pour empêcher que cette infraction ne soit commise et pour faire traduire son auteur en justice, sauf les cas de force majeure ou d'impossibilité manifeste, encourt une peine de réclusion criminelle d'un maximum de cinq ans.

2. Le secret officiel ou professionnel ne peut être opposé à l'obligation d'informer les autorités.

3. Si l'infraction est commise alors que l'état d'urgence interne ou externe a été déclaré, elle est passible d'une peine de réclusion criminelle d'un maximum de 10 ans.

4. Dans les cas susmentionnés, les liens familiaux ou affectifs avec l'auteur ou les auteurs de l'infraction, que celle-ci ait été seulement planifiée ou effectivement commise, ne peuvent être invoqués à titre d'excuse (art. 80). »

- **L'Éthiopie dispose-t-elle d'une loi régissant les activités des sociétés de transfert de fonds fonctionnant sur un mode parallèle, y compris les réseaux de type *hawala* ou apparenté?**

L'article 12 de la proclamation No 84 de 1994 relative aux politiques monétaires et bancaires encadre strictement tous les types d'opérations bancaires, y compris les transferts de fonds. Les directives détaillées applicables à ce type d'opération n'ont cependant pas encore été publiées. La même proclamation autorise la Banque nationale d'Éthiopie à surveiller toutes les activités de change. Le contrôle des transferts de fonds entre donc dans le mandat de la Banque.

- **Quels dispositions législatives, dispositifs de contrôle et mesures de surveillance existent en Éthiopie pour empêcher que des fonds et autres ressources économiques recueillis à des fins religieuses, charitables ou culturelles ne soient détournés et consacrés à d'autres fins, notamment au financement du terrorisme?**

Le règlement No 321 de 1966 relatif à l'enregistrement et à la surveillance des associations portait création d'un organisme public chargé de surveiller les associations créées ou fonctionnant sous le régime du droit éthiopien. Cet organisme exerce ses activités sous le contrôle du Ministère de la justice. Le règlement dont il est issu décrit comme suit ses principales fonctions :

« **Article 12**

1. Les associations tiennent une comptabilité exacte de leurs recettes et de leurs dépenses et communiquent leurs livres comptables, pour inspection, à tout représentant dûment autorisé du Bureau qui en fait la demande. »

« **Article 13. Information financière**

Chaque année, au plus tard 120 jours après la clôture de son exercice financier, les associations communiquent au Bureau un rapport contenant les éléments ci-après :

1. Le bilan de leur actif et de leur passif au dernier jour de l'exercice financier considéré;
2. Le rapport des commissaires aux comptes sur cet exercice financier; et
3. Une description des principales activités qu'elles ont menées au cours de cet exercice. »

Paragraphe 2

Alinéa a)

- **Hors les dispositions pertinentes du Code pénal, existe-t-il en Éthiopie des lois régissant le commerce intérieur et international des armes et explosifs?**

Un certain nombre de textes législatifs et réglementaires régissent le commerce (et notamment les importations et exportations) d'armes et d'explosifs : la proclamation No 8/1974 relative au Code pénal spécial révisé (annonce légale No 229/1960), proclamation No 67/1989 relative à l'inscription au registre du commerce et à la patente et proclamation No 60/1997 relative à la restauration et à la modernisation de la Direction des douanes. Ces textes confèrent à la Direction éthiopienne des douanes, qui relève du Ministère du revenu de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, l'autorité nécessaire pour saisir, interdire et réglementer des marchandises et pour prendre toutes autres mesures qui seraient nécessaires. C'est donc à elle que revient la charge de surveiller les importations et les exportations de l'Éthiopie, notamment pour ce qui est des armes à feu et des explosifs.

On trouvera ci-dessous quelques-unes des dispositions pertinentes du règlement No 229/1960.

« Article 6

a) Toute personne physique ou morale, y compris les sociétés, organisations ou autres entités, qui souhaite entreprendre des activités d'importation ou d'exportation d'armes à feu ou faire le négoce d'armes ou réparer des armes doit préalablement obtenir un permis du Ministre de l'intérieur, étant entendu cependant que les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, sont déjà titulaires d'un permis délivré par une autorité compétente auront 120 jours pour obtenir le permis visé au présent article. »

« Article 9

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, sont titulaires d'un permis les autorisant à importer ou exporter des armes à feu ou à en faire le négoce doivent, dans les 60 jours suivant cette date, déposer auprès de l'autorité compétente mentionnée à l'article 6 ci-dessus la liste de leurs stocks d'armes en précisant le type et le calibre de ces armes. »

« Article 10

Les personnes à qui a été délivré un permis les autorisant à importer ou exporter des armes à feu ou à en faire le commerce doivent :

a) Chaque année au mois de septembre, déposer auprès de l'autorité compétente mentionnée à l'article 6 ci-dessus, un rapport dans lequel sont précisés leurs stocks d'armes ainsi que le type et le calibre de ces armes à l'ouverture et à la clôture de leur dernier exercice de 12 mois; et

b) Tenir un livre dans lequel seront portées chaque jour des informations détaillées sur leurs achats et ventes d'armes, y compris le nom et l'adresse de l'acheteur ou du vendeur, une description de l'article acquis ou vendu et le numéro de série de cet article. »

• Veuillez décrire comment l'Éthiopie assure le contrôle de la fabrication, de la vente, de la possession et de l'élimination d'armes sur le territoire éthiopien.

Le règlement susmentionné de 1960 dispose que c'est à l'organisme compétent qu'il appartient de contrôler la fabrication, la vente, la possession et l'élimination

d'armes sur le territoire éthiopien. Toute personne qui souhaite posséder une arme de quelque type que ce soit doit être munie d'un permis délivré par le Ministère de l'intérieur. L'article 14 du Code pénal spécial révisé (proclamation No 214/74) punit de la réclusion criminelle les personnes déclarées coupables de vente d'armes. On trouvera ci-après le texte intégral des dispositions de cette proclamation concernant le sujet à l'étude :

« Article 41. Interdiction du trafic d'armes

Quiconque,

1. Hors les cas d'atteinte à la sûreté de l'État (art. 4), fabrique, importe, exporte ou transporte, acquiert, reçoit, entrepose, dissimule, met en circulation ou distribue des armes ou des munitions de quelque type que ce soit sans justifier d'une autorisation spéciale et en violation de la loi; ou

2. Sans en faire le trafic, vend, livre ou remet sciemment des armes à des personnes suspectes ou dangereuses,

encourt une peine de réclusion criminelle de 5 à 25 ans, sans préjudice de la confiscation des armes saisies. Lorsque l'individu concerné a agi par lucre ou s'est fait un métier de ces activités, il peut lui être imposé une amende d'un maximum de 15 000 birr en sus de la peine prévue au présent article;

3. Lorsque l'infraction commise est exceptionnellement grave, elle est passible de la réclusion criminelle à perpétuité ou de la peine capitale. »

• Veuillez décrire plus en détail les dispositions de l'article 37 du Code pénal.

« Article 37. Association de malfaiteurs

1. Lorsque deux personnes ou plus établissent une entente en vue d'accomplir un acte illégal ou de commettre une infraction, les dispositions concernant la participation et l'aggravation de la peine à raison de ces circonstances leur sont appliquées [art. 81 d)].

2. La disposition précédente est sans effet sur les dispositions de la Partie spéciale du présent Code consacrée aux complots contre les intérêts essentiels de l'État et contre la défense nationale, la constitution d'associations illégales et à la participation à ces associations, ainsi qu'à l'organisation de bandes ou d'associations de malfaiteurs (art. 269, 286, 313 et 472). »

Alinéa b)

• Veuillez fournir la liste des pays avec lesquels l'Éthiopie, selon la réponse qu'elle a donnée dans son rapport précédent à la question portant sur cet alinéa du paragraphe 2, a conclu des accords d'échange d'informations sur le terrorisme.

Le Comité des commissaires de police d'Afrique de l'Est comprend tous les pays d'Afrique orientale. Le Gouvernement éthiopien a également signé avec la Turquie un accord de coopération pour la prévention de la criminalité transnationale organisée, du trafic de drogues et du terrorisme.

Alinéa c)

- **Veillez décrire les dispositions des articles 11, 13, 18, 19 et 21 du Code pénal qui traitent des étrangers.**

« Article 11. Infractions commises sur le territoire éthiopien

1. Le présent Code est applicable à tout citoyen éthiopien ou étranger qui a commis sur le territoire éthiopien l'une des infractions qui y sont prévues. Le territoire national inclut les espaces terrestre, maritime et aérien. Son étendue est déterminée par la loi.

2. Aucune disposition du présent Code ne produit d'effet sur les immunités que le droit public international confère aux étrangers jouissant d'un statut officiel.

3. Si l'auteur d'une infraction s'est réfugié dans un pays étranger, il fera l'objet d'une demande d'extradition afin qu'il puisse être jugé selon la loi éthiopienne. »

« Article 13. Infractions commises contre l'Éthiopie dans un pays étranger

Le présent Code est applicable à toute personne qui a commis, dans un pays étranger, l'une des infractions contre l'Empereur et l'Empire, leur sécurité, leur intégrité, leurs institutions ou leurs intérêts essentiels définies au Livre III, titre I, chapitre I et au titre V de la Partie spéciale du présent Code (art. 248 à 272 et art. 366 à 382). »

« Article 18. Autres infractions commises dans un pays étranger

1. Le présent Code est également applicable à toute personne qui commet dans un pays étranger une infraction contre un Éthiopien ou à tout Éthiopien qui commet dans un pays étranger une infraction d'un autre type que ceux prévus à l'article précédent, si l'auteur de l'infraction n'a pas été jugé dans le pays étranger pour la même infraction, à condition que l'acte sur lequel portent les poursuites soit :

a) Puni à la fois par la législation de l'État où il a été commis et par la législation éthiopienne;

b) D'une gravité suffisante au regard de la loi éthiopienne pour justifier l'extradition.

2. S'agissant de toutes les autres infractions commises dans un pays étranger par un ressortissant étranger, leur auteur ne sera, sauf dispositions expresses à l'effet contraire et à défaut d'extradition, poursuivi et jugé que si l'infraction considérée est passible, selon la loi éthiopienne, de la peine capitale ou d'une peine d'au moins 10 ans de réclusion criminelle. »

« Article 19. Conditions à remplir pour l'application à titre subsidiaire

1. Dans l'application du présent Code, il est présumé :

a) Que la victime ou ses ayants droit ont déposé une plainte ou formulé une accusation lorsque la loi du lieu où l'infraction a été commise ou la loi éthiopienne en font une condition préalable au déclenchement de poursuites judiciaires et à l'ouverture d'un procès;

b) Que l'auteur de l'infraction se trouve sur le territoire de l'Empire et n'a pas été extradé, ou que son extradition a été obtenue à raison de l'infraction commise;

c) Que l'infraction n'a pas fait l'objet d'une mesure de grâce légale dans le pays où elle a été commise et que la loi du pays où elle a été commise ou la loi éthiopienne n'interdise pas de la poursuivre.

2. Les poursuites judiciaires sont décidées par le Procureur général après consultation du Ministre de la justice.

3. La peine imposée sous le régime du présent Code ne sera pas plus lourde que la peine la plus lourde prévue par la loi du pays où l'infraction a été commise, si ce pays est reconnu par l'Éthiopie. »

« Article 21. Extradition

1. Tout étranger qui commet une infraction de droit commun hors du territoire éthiopien et qui se réfugie en Éthiopie peut être extradé conformément aux dispositions de la loi et des traités ou à la coutume internationale; l'extradition est accordée, sur demande produite en bonne et due forme par l'État où l'infraction a été commise, aux fins de jugement selon la loi de cet État, lorsque l'infraction ne concerne pas directement et principalement l'État éthiopien (art. 13).

2. Aucun citoyen éthiopien justifiant de cette qualité à l'époque où l'infraction a été commise ne peut être remis à un pays étranger, sauf les cas où la loi en dispose explicitement autrement. À défaut d'être extradé, l'accusé sera jugé par les tribunaux éthiopiens et selon le droit éthiopien.

3. Dans tous les cas où une infraction donne lieu à une demande d'extradition, cette demande sera traitée selon les principes du droit éthiopien et les dispositions des traités en vigueur. »

• Existe-t-il d'autres lois applicables aux étrangers qui désirent entrer légalement en Éthiopie?

La proclamation No 271 de 1969, qui régit les conditions de séjour des étrangers sur le territoire national, traite également de l'entrée et de la sortie des étrangers et de la délivrance des documents de voyage et des visas.

• Quels sont les fondements juridiques sur lesquels s'appuie l'extradition en Éthiopie? Existe-t-il une loi en la matière? Si tel est le cas, veuillez la décrire.

Le principe de l'extradition a été incorporé dans le Code pénal en 1957. On trouvera ci-dessus, dans la réponse à la question sur l'alinéa c) du paragraphe 2, le texte de l'article 21 du Code pénal qui énonce les principales dispositions en la matière.

• L'extradition est-elle subordonnée d'une façon ou d'une autre à l'existence d'un traité bilatéral? Si tel est le cas, veuillez fournir la liste des pays avec lesquels l'Éthiopie a conclu des traités bilatéraux en la matière.

Comme il est dit au paragraphe 3 de l'article 21 du Code pénal, lorsqu'une demande d'extradition est présentée à l'Éthiopie, elle est traitée en conformité avec

les principes du droit éthiopien, les traités ou la coutume internationale. Rien ne s'oppose à l'extradition d'un individu en l'absence de traité bilatéral. Même en l'absence de traité, en effet, le droit national ou la coutume internationale peut justifier une réponse favorable à une demande d'extradition. L'Éthiopie a conclu des accords d'extradition bilatéraux avec Djibouti et le Soudan.

• Comment l'Éthiopie traite-t-elle les demandes d'extradition émanant de pays avec lesquels elle n'a pas conclu de traité d'extradition?

En l'absence de traité avec l'État qui requiert l'extradition d'un délinquant, l'Éthiopie examine la demande à la lumière de ses lois et de la coutume internationale. Le délinquant sera extradé sauf s'il relève de la juridiction exclusive de l'Éthiopie ou si l'Éthiopie est mieux fondée que l'État requérant à exercer sa juridiction sur lui. Le principe de réciprocité peut également influencer l'extradition.

Alinéa d)

• Veuillez décrire les dispositions de l'article 273 du Code pénal.

« Article 273. Atteintes à la sûreté d'un État étranger

Quiconque, sur le territoire de l'Empire et au risque de compromettre les relations pacifiques de l'Empire avec des pays étrangers :

a) Tente de trouver par des activités subversives, des propos diffamatoires, de la propagande hostile ou des actes de violence d'ordre politique interne ou la sécurité d'un État étranger; ou

b) Contrevient à une décision du Gouvernement, dûment publiée dans la *Negarit Gazeta* et visant à préserver la neutralité de l'Éthiopie dans une guerre étrangère;

c) Suscite, commet ou préconise des actes d'hostilité à l'égard d'une puissance étrangère belligérante;

encourt une peine d'emprisonnement d'au moins trois mois ou, dans des cas exceptionnellement graves, une peine de réclusion criminelle d'un maximum de 10 ans. »

Alinéa f)

• Veuillez fournir la liste des pays avec lesquels l'Éthiopie a conclu des accords d'entraide en matière d'enquêtes criminelles et de poursuites pénales. Comment l'Éthiopie traite-t-elle les demandes d'assistance en matière pénale émanant de pays avec lesquels elle n'a pas conclu d'accord bilatéral?

Le Gouvernement éthiopien a conclu un accord d'entraide judiciaire avec Djibouti. La coopération en matière d'enquêtes criminelles et de poursuites pénales n'est pas subordonnée à l'existence préalable d'un accord bilatéral. La police fédérale intervient habituellement par l'intermédiaire d'Interpol ainsi que sur demande présentée officiellement et directement par d'autres États.

Alinéa g)

- **L'Éthiopie se propose-t-elle d'adopter d'autres mesures pour empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de documents d'identité et autres documents de ce type, et dans quels délais?**

Des améliorations continues sont apportées à la qualité des documents d'identité et autres documents de ce type afin d'en rendre plus difficile la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux.

Paragraphe 3**Alinéa d)**

- **S'agissant des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, le Comité contre le terrorisme souhaiterait recevoir un rapport sur les progrès accomplis par l'Éthiopie dans ses efforts tendant à :**
 - **Devenir partie aux instruments auxquels elle n'est pas encore partie;**
 - **Prendre les mesures législatives et autres mesures nécessaires;**
 - **Mettre en oeuvre les instruments auxquels elle est devenue partie.**
- **Dans les traités bilatéraux d'extradition qu'elle a conclus, l'Éthiopie a-t-elle inclus en tant qu'infractions justifiant l'extradition, les infractions pertinentes prévues par les conventions et protocoles internationaux auxquels elle est déjà partie?**

À sa séance ordinaire du 18 octobre 2002, le Conseil des ministres de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a approuvé la ratification des quatre conventions ci-après et décidé de les transmettre à la Chambre des représentants du peuple :

1. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques;
2. Convention internationale contre la prise d'otages;
3. Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif;
4. Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur la prévention et la répression du terrorisme.

Ont également été lancées les consultations et formalités nécessaires pour ratifier la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime.

La Chambre des représentants devrait adopter très prochainement l'article 252 du Code pénal, qui érige en infraction le fait de commettre un acte de terrorisme. La ratification des instruments énumérés plus haut sera complétée par l'adoption des mesures nécessaires à leur mise en oeuvre.

Alinéa g)

- **Veillez préciser si la revendication de motifs politiques peut motiver le rejet de demandes d'extradition visant des personnes accusées de terrorisme.**

L'extradition peut être refusée dans les affaires qui relèvent de la juridiction exclusive de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et dans celles où la République a des titres plus certains que l'État requérant à exercer sa juridiction. Les infractions contre le droit international et l'ordre universel commises dans un pays étranger relèvent des accords d'extradition bilatéraux conclus par la République fédérale démocratique d'Éthiopie.

Paragraphe 4

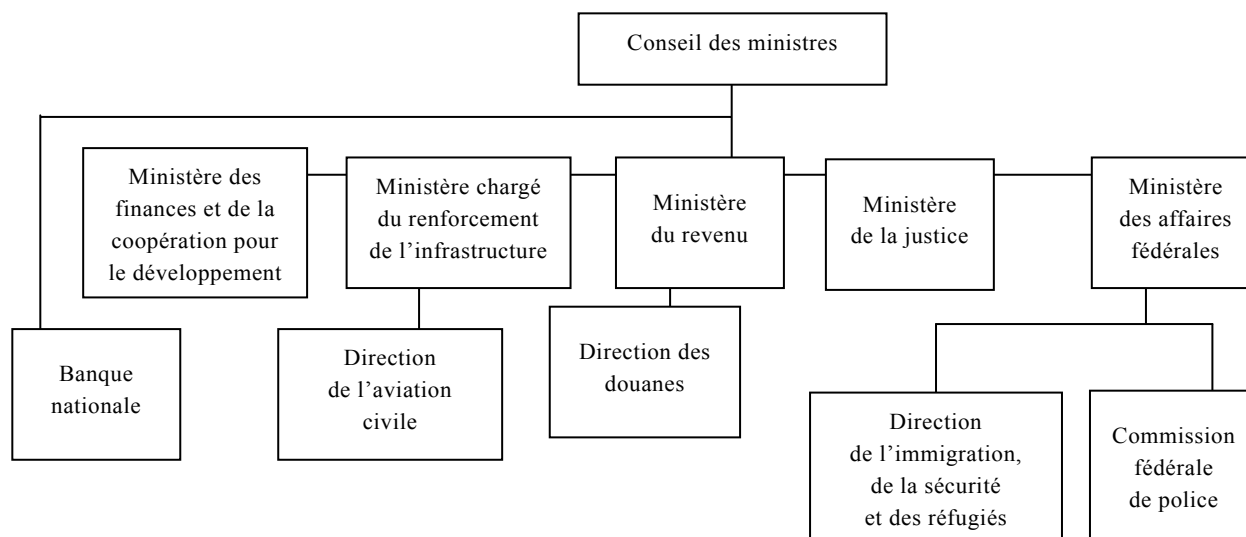
- **L'Éthiopie a-t-elle pris des mesures pour répondre aux préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution?**

Le Gouvernement éthiopien travaille avec la communauté internationale à prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée, la drogue illicite et le trafic d'armes. La sous-région à laquelle appartient la République fédérale démocratique d'Éthiopie ne présente pas de risques sérieux de transferts illégaux de matières présentant un danger mortel. Des informations plus amples seront fournies dans le prochain rapport.

Autres questions

- **L'Éthiopie pourrait-elle fournir un organigramme de son dispositif administratif en matière de police, de contrôle de l'immigration, de douanes et de surveillance financière.**

L'organigramme du dispositif administratif qui contribue, au niveau fédéral, à l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité se présente comme suit :



Conclusion et observations

Le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie est résolu à prendre progressivement des mesures décisives contre le terrorisme international. Un nouveau rapport sur la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies sera présenté en temps utile.
